

RELANCE DE LA BOURSE D'ALGER

La participation des étrangers non résidents, une option possible

La participation des étrangers non résidents dans la relance de la Bourse d'Alger est une option possible. Réfractaire jusque-là, le ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement (MIP-MEPI) semble plus ouvert à cette option.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon l'agence nationale de presse, le département de Mohamed Benmeradi étudie la possibilité d'autoriser des étrangers non résidents à racheter des actions émises par des entreprises algériennes en Bourse. Ce qui permettrait de clarifier la situation.

Certes, la Banque d'Algérie autorise en principe l'investissement étranger dans les valeurs mobilières, en vertu du règlement 2000-04 du 2 avril 2000 relatif au mouvement de capitaux au titre des investissements de portefeuille des non-résidents. Ce texte stipule, en effet, que les entrées de devises librement convertibles pour l'achat de valeurs mobilières (actions, obligations et autres titres cotés à la Bourse d'Alger) par des non-résidents s'effectuent librement par le biais des banques et établissements financiers, intermédiaires agréés.

Néanmoins, la réalité est tout autre puisque les étrangers ne

peuvent souscrire des actions d'entreprises algériennes en Bourse. Et dans la mesure où le MIP-MEPI n'avait pas encore tranché sur l'opportunité d'une telle option, débattue au demeurant au sein de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) et dans le contexte où la réglementation impose, depuis 2009, que l'Etat exerce son droit de préemption en cas de cession d'actifs.

Or, la possibilité d'assouplir cette mesure, élaborée de manière précipitée et dont la généralisation est jugée insensée, est également à l'étude au MIP-MEPI. Il s'agirait de permettre au grand public de bénéficier de ce droit de préemption revenant à l'Etat dans le cas de cession en Bourse des participations des actionnaires étrangers.

A charge, cependant, que les entreprises attendent plusieurs mois pour s'introduire en Bourse dans le cas où l'Etat décide de renoncer à son droit de rachat.



La bourse d'Alger ouvre ses portes aux investissements étrangers.

À condition que...

Dans ce sens, l'expert Mahdjoub Bedda estime que la cession des actions d'entreprises algériennes à des non-résidents semble opportune pour améliorer l'attractivité de l'Algérie aux investissements

directs étrangers (IDE), mieux contrôler les transactions financières de ces entreprises, diversifier les modes de financement et booster la dynamique partenariale. Toutefois, cette option nécessite que l'Etat assure bien les conditions de contrôle, régu-

lation et organisation. Toutefois, les rachats d'actions par des investisseurs étrangers seraient similaires aux ouvertures de capital opérées sur la base de la règle 49%-51% avec l'octroi de la gestion de l'entreprise au partenaire étranger.

En outre, les entreprises étrangères ont souvent tendance à partager les risques et ne sont pas nécessairement intéressées par le rachat de la totalité des actifs par la formule d'offre publique d'achat (OPA) ou de fusion. Cet économiste observe, également, que le rachat d'actifs étrangers en Bourse par des actionnaires déterminés est seulement recommandé dans le cas d'ouverture du capital des entreprises spécialisées, qui exigent que les preneurs soient du même domaine d'activité que l'entreprise émettrice d'actions.

Dans le cas contraire, une acquisition par le grand public d'entreprises spécialisées dans des secteurs très pointus comme les télécommunications, l'industrie ou la technologie risque de faire apparaître des divergences dans la détermination plus tard de la stratégie de l'entreprise.

C. B.

PÉTROLE

Les cours poursuivent leur hausse

Les cours du pétrole poursuivaient hier leur hausse, soutenue par les tensions avec l'Iran et la possibilité d'injection monétaire aux Etats-Unis.

Hier en cours de journée, à Londres, le baril de Brent valait 103,99 dollars, en hausse de 62 cents par rapport à la clôture de lundi. Quant au light sweet crude, le baril gagnait à New York 11 cents, à 88,54 dollars.

Selon les experts, le Brent est aidé par le regain des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, avec l'éventualité de la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transitent quelque 35% du trafic maritime pétrolier mondial.

L'on apprend que la marine américaine avait ouvert le feu la veille sur une embarcation, au large de Dubaï. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que le marché du brut est soutenu par la perspective de voir les Etats-Unis et la Chine, les deux principaux pays consommateurs de brut de la planète, adopter de nouvelles mesures pour encourager leur économie à la peine. Ainsi, les investisseurs étaient attentifs hier, à l'audition devant le Congrès américain, du président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Ben Bernanke, évoquant l'éventualité de mesures d'assouplissement monétaire, pouvant se traduire par des injections de liquidités destinées à aider l'économie mais aussi rendre plus attractifs, du fait de la valeur diluée du dollar, les achats de brut libellés dans la monnaie américaine

Agences

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le CNI avalise 6 projets

Le Conseil national de l'investissement a approuvé six projets d'investissement impliquant des étrangers pour un montant de 34 milliards de dinars durant le premier semestre 2012.

C'est ce que le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), cité par l'agence nationale de presse, a indiqué hier. Selon Abdelkrim Mansouri, ces projets déclarés qui doivent créer plus de 1 200 emplois ont été introduits conformément à la règle de 49/51%. Il s'agit de deux projets de partenariat avec l'Espagne, de deux autres avec la France, d'un projet avec la Finlande et d'un autre avec le Liban.

Les nouveaux projets portent sur la réalisation d'une cimenterie, d'une usine de production de mortier prêt à l'emploi et de colle, d'une usine de transformation industrielle du papier et la création d'une entreprise de pose de canalisations à grande distance.

Il s'agit également de la création d'une entreprise d'études et de réalisation d'ouvrages électriques et gaz et enfin d'une usine de fabrica-

tion de machines agricoles, ajoute le responsable.

Les investissements déclarés en hausse

Dans ce contexte, l'ANDI indique que les projets d'investissements déclarés au premier semestre 2012 ont enregistré une hausse de 9%, totalisant 4 275 projets pour un montant de 410 milliards de dinars contre 3 922 projets à la même période de 2011. Ces nouveaux projets déclarés prévoient la création de plus de 47 000 emplois permanents. Par secteur d'activité et en termes de nombre d'emplois, le secteur des transports représente 52% des déclarations durant les six premiers mois de 2012 pour un montant des investissements de 34 milliards de dinars. En termes de montant, le secteur industriel représente 54% avec 608 projets et une part de 37% en termes d'emploi, précise le DG de l'ANDI. Le bilan des déclarations d'investissement fait apparaître une concentration des projets au nord du pays (2 722 projets) avec 1 604 projets au Centre.

Par ailleurs, l'agence relève que 1 731 projets déclarés ont été localisés dans les zones à développer dont 795 au niveau du Sud et 936



Abdelkrim Mansouri, DG de l'ANDI.

autres dans les zones des Hauts-Plateaux.

Expansion notable des investissements en 2011

Selon les chiffres consolidés de l'année 2011, l'agence a enregistré 7 803 projets d'investissement déclarés pour une valeur de 1 378 milliards de dinars contre 436 milliards de dinars en 2010, soit trois fois plus. Ces investissements devaient générer plus de 140 110 emplois directs en 2011 contre 75 492 en 2009, soit environ deux fois plus. Les investisseurs nationaux arrivent en tête avec 7 780 projets d'investissement, soit 99,71% de l'ensemble des projets, alors que les investis-

sements en partenariat avec des étrangers ne représentent que 23 projets. En valeur, les investissements nationaux totalisent 963, 289 milliards de dinars (70%) par rapport à l'ensemble alors que les investissements étrangers participent à hauteur de 414, 888 milliards de dinars (30%) par rapport au total.

S'agissant des emplois générés par ces projets, les investissements nationaux devraient aider à la création de 128 051 emplois directs, soit 91% de l'ensemble alors que les investissements étrangers devraient participer avec 12 059 emplois directs (9%) par rapport à l'ensemble.

C. B.